

une nouvelle politique et cela figurait dans l'annonce que nous avons faite. Deuxièmement, soyons francs. Il est de notoriété que le NPD est contre l'OTAN, que ce parti est contre la défense collective et contre tout ce qui se rapporte à la coopération avec d'autres pays dans le domaine de la défense. Qu'il y ait une évaluation environnementale ou pas n'a rien à voir avec la position adoptée par le député de Skeena.

* * *

• (1440)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, le ministre de l'Industrie prétend qu'il doit dépenser plus de 15 millions de dollars et retarder les mesures économiques d'au moins un an pour qu'il puisse apprendre ce que les Canadiens savent déjà.

Le ministre reconnaîtra-t-il qu'il y a de nombreux secteurs dans son initiative de prospérité où il existe un consensus et où il peut donc intervenir dès maintenant?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il y a peut-être un consensus entre mon collègue et moi quant aux secteurs dans lesquels nous voudrions intervenir. J'aimerais qu'il nous dise quels sont ces secteurs. À mon avis, ses vues ressemblent plus aux nôtres qu'à celles du député de Windsor-Ouest ou celles de son collègue de Winnipeg-Centre.

Je me contenterai de dire que nous devons coordonner davantage nos efforts pour établir un consensus entre vous-même, M. Axworthy et M. Gray.

Des voix: Oh, oh!

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, il en est vraiment réduit ici à prendre le fond du panier.

Il y a deux jours, un fabricant de Toronto est entré dans le bureau du Programme de développement des marchés d'exportation, le PDME. Il voulait 1 500 \$ pour promouvoir la vente de son produit en Europe. On lui a répondu: «Désolé, le PDME n'a plus d'argent jusqu'en avril prochain.»

Questions orales

Pourquoi le gouvernement a-t-il plus de 15 millions de dollars à dépenser pour faire adopter son initiative de prospérité, mais pas même 1 500 \$ pour aider un des exportateurs canadiens à être concurrentiel sur le marché mondial?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je ne veux pas entrer dans les machinations internes du caucus libéral, mais je ne pense pas qu'il devrait qualifier les idées de ses collègues «de fond du panier».

Une voix: Je pense qu'il a raison.

M. le Président: Le ministre devrait les désigner par le nom de leur circonscription.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, mon collègue soulève une bonne question. Le budget du PDME, ou Programme de développement des marchés d'exportation, est très serré. Cela prouve bien la réponse très positive des Canadiens à l'égard des exportations et c'est précisément ce que nous essayons de promouvoir dans ce document que j'ai déposé mardi et ce sur quoi nous continuerons à travailler.

En ce qui concerne le budget, nous en discutons pour voir s'il existe des moyens de faire plus avec ce budget que cela n'a été le cas jusqu'à présent à cause de l'immense désir d'exporter que manifestent les Canadiens et de leur enthousiasme à le faire.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail.

Il y a un peu plus d'un an, durant l'été, plus de 2 400 mineurs ont perdu leur emploi à Elliot Lake quand les mines ont fermé. Aujourd'hui, ils n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage et ils en seront bientôt réduits à vivre de l'aide sociale.

Pourtant, depuis la fin d'août traîne sur le bureau du ministre un rapport prévoyant le versement de pensions aux travailleurs âgés en vertu du Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, dont 260 de ces mineurs.

Je voudrais demander au ministre quand ces pensions seront versées, car, à compter de demain, le 1^{er} novembre, les mineurs ne toucheront plus de prestations d'assurance-chômage.

L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail): Monsieur le Président, comme le député le sait, le PATA est un programme dans le cadre duquel les paiements doivent être autorisés par les deux ordres de gouvernement.